

# Journalistes, militantes et syndicalistes

**C**ombien étaient-elles ? On ne le sait pas précisément. Durant la majeure partie de l'entre-deux-guerres, comme chacun sait, la profession n'est pas organisée. Impossible donc de savoir combien le pays compte de journalistes et la proportion de femmes parmi ceux-ci. Selon les évaluations, la fourchette se situe entre 3 % et 5 %.

Elle permet néanmoins à Claire-Hélène Toux-Vallet de croiser quelque deux cents consœurs parmi les adhérents du syndicat entre 1918 et 1940 lors de sa très complète étude<sup>1</sup> publiée en 2009. Premier constat : il n'y a aucune femme parmi les seize fondateurs signataires de la convocation à l'assemblée générale du 10 mars 1918 qui va donner naissance au Syndicat des journalistes. Demeure ensuite un flou concernant la période 1918-1920, faute de connaître le nom des adhérents.

## Les femmes militent avec force pour faire reconnaître leurs droits

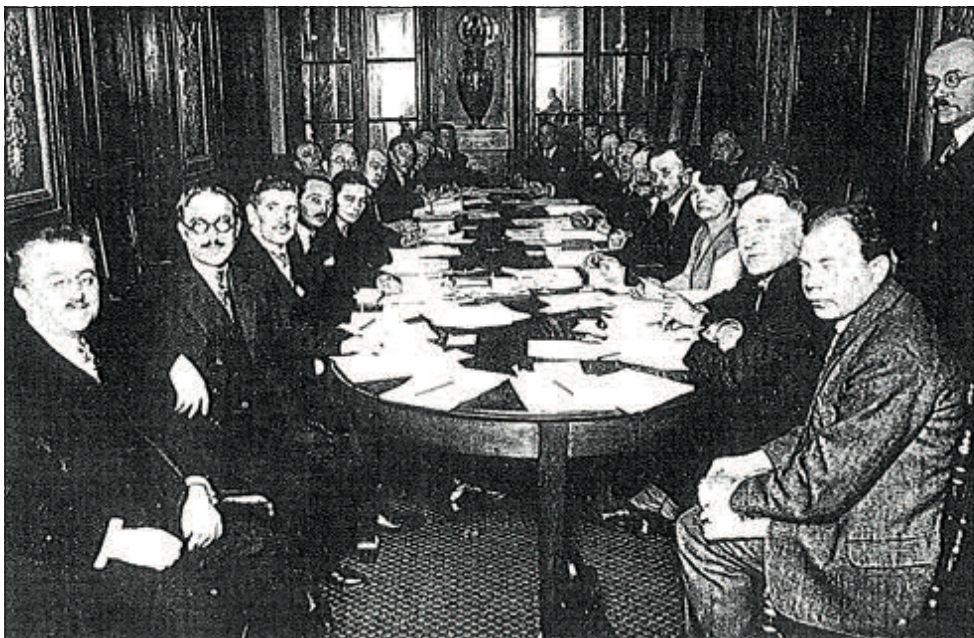
Dès 1921, on compte quatre femmes dans les rangs du syndicat. Parmi elles, Louise Bodin qui a adhéré en 1920. Née en 1877 à Paris, « elle fut successivement ou simultanément suffragiste, féministe, socialiste, communiste et sympathisante trotskiste », comme l'explique sa biographe Colette Cosnier<sup>2</sup>. Mariée à un médecin — d'où son surnom de bolchévique aux bijoux — et installée à Rennes, elle milite à l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF). Si elle a commencé à écrire avant la guerre, elle co-fonde en 1917 avec Colette Reynaud *La Voix des Femmes*, dont elle est rédactrice en chef. « La première page de ce premier numéro, sous le sous-titre "Groupons-nous et demain", est ornée d'une gravure sur bois représentant une femme qui brandit un journal avec ce commentaire : "Impôts, sacrifices, devoirs. Mais nos Droits!..." »<sup>2</sup>. Sans

en faire un étendard, ce titre auquel collaborent Séverine, Henri Barbusse, Marcel Cachin ou Boris Souvarine, est pacifiste. Louise Bodin écrit aussi dans *L'Humanité* à partir de 1919, puis adhère l'année suivante à la III<sup>e</sup> Internationale avant de quitter *La Voix des Femmes* et de devenir secrétaire de la fédération communiste d'Ile-et-Vilaine. Elle rompt ensuite avec le parti avant de mourir en 1929.

Autre adhérente de la première heure, Blanche Vogt, née en 1887. Éditorialiste et reporter au quotidien *L'intransigeant*, elle a également collaboré à *L'Œuvre* ainsi qu'à d'autres journaux parisiens. En 1925, elle fait partie — avec Claire Gonon et Andrée Viollis — des trois femmes présentes à la table d'honneur lors du « banquet des milles » organisé par le syndicat<sup>1</sup>. Blanche Vogt est candidate en 1930 au conseil d'administration du SNJ. Sans succès. Vice-présidente de la Société des gens de lettres, elle a notamment publié par la suite un ouvrage de référence sur l'histoire de la commune de L'Isle-Adam. Elle est décédée en 1968.

En 1923, deux autres adhésions féminines de renom arrivent au syndicat. Il y a tout d'abord Séverine, née Caroline Rémy en 1855. Elle est considérée comme la première femme journaliste, c'est-à-dire à vivre de sa plume. Avec Jules Vallès, dont elle devient dans un premier temps la secrétaire, elle relance en 1883 *Le Cri du Peuple*, créé en 1871 durant la Commune. Mieux, elle en devient directrice en 1885 à la mort de son mentor. Socialiste libertaire, elle crée en 1897 avec Marguerite Durand — autre adhérente du syndicat — *La Fronde*, le premier journal féministe. Dreyfusarde, membre de la Ligue des droits de l'Homme, défendant le vote des femmes et le droit à l'avortement, pacifiste, membre de la SFIO puis du Parti communiste avant d'en démissionner, elle épouse tous les combats de son temps. Tandis que sa plume continue de faire merveille dans *L'Humanité*. Sa simple adhésion est un honneur pour le tout jeune syndicat. Après son décès en 1929, Marguerite Durand rachète sa résidence d'été à Pierrefonds afin de la transformer en maison de vacances pour femmes journalistes.

Marcelle Capy adhère également en 1923. Née en 1891, « vers la dix-huitième année, une rencontre avec Jean Jaurès lui révèle sa véritable vocation: elle sera écrivain, journaliste et militante »<sup>3</sup>. Elle collabore notamment à La Voix des Femmes et à La Bataille syndicaliste avant de contribuer en 1918 à la création de *La Vague*, hebdomadaire « pacifiste, socialiste, féministe », comme l'indique son sous-titre. Elle assure le secrétariat de rédaction. Elle est également l'auteur d'une dizaine d'ouvrages parmi lesquels *Une voix de femme dans la mêlée*, préfacé par Romain Rolland. En 1930, elle est défendue avec succès par le SNJ concernant ses indemnités lors de son congédiement. « Est-il nécessaire d'insister sur la renommée de la journaliste, sur l'exception qu'elle représentait tant parmi les femmes journalistes que parmi les journalistes et plus encore parmi les femmes salariées de cette époque? », s'interroge Claire-Hélène Toux-Vallet<sup>1</sup> à ce propos.



Une séance du comité exécutif de la FIJ. À droite, Louise Péladan.

Collection SNJ

1924 marque un tournant. Andrée Viollis — dont on ne connaît pas la date d'adhésion — est élue au conseil d'administration du syndicat. C'est la première femme à intégrer l'exécutif. Très active, elle devient déléguée à la propagande en 1926 puis intègre la commission des litiges. Elle est constamment réélue au conseil d'administration jusqu'en 1940. Il faut dire que son aura professionnelle en fait une vedette à l'époque (*lire page 22*). Et que dire de son engagement syndical? « Quand, en 1923, avait été créée la première caisse de secours, une caisse de secours judiciaire, elle fut parmi les premiers donateurs, geste qu'elle renouvela lorsque fut créée "la caisse pour la propagande", puis pour "la souscription permanente pour le fond de chômage" », détaille Claire-Hélène Toux-Vallet.

Claire Gonon — de son vrai nom Claire Dematres — rejoint Andrée Viollis au conseil d'administration du SNJ en 1929. Tandis qu'une autre adhérente — Charlotte Thumen —, également candidate, n'est pas élue. Née en 1899, journaliste au *Quotidien* et spécialisée dans la chronique judiciaire, Claire Gonon est entrée au syndicat en 1924. « Elle fut un peu la "fourmi": distinguée par le fait d'être nommée, elle fut égale aux autres artisans principaux du quotidien organisationnel du syndicat par sa fiabilité autant que par sa fidélité à des tâches qui associaient l'expertise construite par l'exercice du journalisme avec des compétences politiques. Elle fit partie de ceux qui, sans être de grandes figures du SNJ, étaient néanmoins essentiels », écrit Claire-Hélène Toux-Vallet. Elle remplace même un temps Paul Ostoya comme secrétaire générale adjointe.

Constamment réélue au conseil d'administration jusqu'en 1940, elle est la première femme à siéger, comme suppléante, à la Commission de la carte en 1937 avant d'être reconduite en 1939. Sa consœur Marguerite Rochebrune, journaliste à *L'Intransigeant* et à *L'Écho de Paris*, également candidate, n'est pas élue. Claire Gonon poursuivra sa carrière judiciaire après la guerre, couvrant notamment le procès du maréchal Pétain pour La Nation.



Claire Gonon. Collection SNJ

Autre figure discrète s'il en est, Louise Péladan. Syndiquée depuis 1927, elle va devenir secrétaire générale adjointe de la FIJ entre 1930 et 1940 dans le sillage de Stephen Valot. Elle a notamment collaboré à *La Fronde*, l'hebdomadaire féministe créé par Marguerite Durand, et à l'agence Havas. « Organisatrice silencieuse, on oublierait aisément qu'elle était journaliste sans la quête particulière qui fut la nôtre à la lecture de la revue », remarque Claire-Hélène Toux-Vallet.

Citons encore parmi les adhérentes Marguerite Durand. Née en 1864, elle collabore au *Figaro* après avoir débuté à *La Presse*. En 1897, elle crée le journal féministe *La Fronde*. La journaliste va surtout fournir une aide matérielle au syndicat en l'accueillant dans ses locaux en 1927. « En cette affaire, qu'elle a voulu traiter en confrère s'adressant à des confrères, M<sup>me</sup> Marguerite Durand a montré autant d'élégance que de générosité, et nous avons eu à insister pour qu'elle consente à voir en nous des locataires », peut-on lire dans le Bulletin du syndicat. Elle meurt en 1936 non sans avoir légué à la ville de Paris sa documentation sur l'histoire des femmes. Une bibliothèque municipale spécialisée porte ainsi désormais son nom.

Dick May (1859-1925), de son vrai nom Jeanne Weil, la fondatrice l'École libre des hautes études sociales et de l'École supérieure de journalisme de Paris, adhéra également au syndicat, tout comme Simone Téry (1897-1967), journaliste à *L'Humanité* et fille d'Andrée Viollis ou Paule Herfort. Reporter à *Excelsior* et *L'intransigeant*, elle est élue au conseil d'administration en 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

A. B.

1. *Présence et représentativité des femmes dans la profession de journaliste en France pendant la période de l'entre-deux-guerres: le Syndicat national des journalistes, la profession de journaliste et l'ordre sexué d'un métier à travers la revue du SNJ (1918-1940).*
2. *La Bolchevique aux bijoux, Louise Bodin, Paris, Pierre Horay, 1988.*
3. *Marcelle Capy, une voix de femme au-dessus de la mêlée, par Pierre Gayet.*